

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 2769

[C — 2009/29403]

17 JUILLET 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif aux Cabinets des Ministres de la Communauté française

Le Gouvernement de la communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 octobre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 juillet 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2009;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'assurer sans délai la continuité du fonctionnement des cabinets ministériels du Gouvernement de la Communauté française;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Section 1^{re}. — Attributions

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les attributions des Cabinets des Ministres sont fixées comme suit : les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Gouvernement ou les travaux parlementaires, les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel des Ministres, la présentation des dossiers de l'administration, éventuellement le secrétariat du Ministre, la réception et l'ouverture de son courrier personnel, sa correspondance particulière, les demandes d'audience, la revue de presse.

§ 2. Il y aura concertation continue entre le cabinet ministériel et les responsables de l'administration, des paracommunautaires et autres organismes publics concernant la préparation et l'exécution de la politique à mener.

§ 3. Une circulaire du Gouvernement de la Communauté française détermine et harmonise les procédures à appliquer, notamment en matière de gestion et de fonctionnement des cabinets ministériels.

§ 4. Un règlement d'ordre intérieur applicable à tous les collaborateurs du cabinet ministériel modalise les règles de fonctionnement.

Section 2. — Synergies avec le Gouvernement de la Région wallonne

Art. 2. § 1^{er}. En vue d'une gestion optimale des ressources humaines mises à leur disposition, les Ministres siégeant simultanément au sein des Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne, définissent l'organisation et le lieu de travail des membres du personnel de leurs cabinets.

§ 2. Dans une perspective de réduction des coûts de fonctionnement et d'économie d'échelles, ils déterminent également les conditions d'utilisation et de répartition des moyens logistiques dont ils disposent.

§ 3. La charge budgétaire des moyens logistiques liée à l'exercice de la fonction d'un membre du personnel est imputée sur les crédits de subsistance du cabinet qui prend en charge sa rémunération.

Section 3. — Composition

Art. 3. § 1^{er}. Le cabinet d'un Ministre peut comporter 41 membres du personnel, 55,5 pour un Vice-Président et 68,25 pour le Ministre-Président.

Le nombre des membres du personnel des cabinets visés à l'alinéa 1^{er} est automatiquement réduit de 5 membres si le membre du Gouvernement de la Communauté française est également membre du Gouvernement de la Région wallonne ou de la Région de Bruxelles-Capitale.

Parmi les membres du personnel, le cabinet d'un Ministre peut comporter :

- des membres de niveau 1;
- des collaborateurs de niveaux 2+, 2 et 3;

Parmi les membres de niveau 1, le cabinet d'un Ministre peut comporter un Chef de cabinet et les cabinets des Vice-Présidents et du Ministre-Président, deux Chefs de Cabinets.

Les fonctions de Chef de cabinet adjoint, secrétaire de cabinet, conseiller et attaché sont exercées par les membres de niveau 1;

Les fonctions de secrétaire particulier et de comptable extraordinaire sont exercées par les collaborateurs ou des membres de niveaux 1.

Le cabinet d'un Ministre peut comporter au maximum 5 chauffeurs et les cabinets des Vice-Présidents et du Ministre-Président peuvent comporter au maximum 6 chauffeurs.

§ 2. Chaque Ministre peut transférer un ou plusieurs membres du personnel de son cabinet et les moyens budgétaires y afférents vers un autre cabinet ministériel. Copie de l'arrêté de transfert est communiquée au Ministre-Président et au Secrétaire pour l'Aide à la Gestion et au Contrôle internes des cabinets (SePAC) visé à l'article 6 du présent arrêté.

§ 3. De plus, lorsque l'entretien de tous les locaux du cabinet n'est pas confié à une firme privée, dans les limites budgétaires allouées au cabinet, des agents chargés du nettoyage peuvent être recrutés en dehors du cadre autorisé, à raison d'un agent par dix locaux.

§ 4. Un membre du personnel du cabinet peut être employé au domicile privé du Ministre.

Art. 4. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires de chaque cabinet, il peut y avoir, en dehors du cadre autorisé, un maximum de 1 équivalent temps plein/an, réparti sur un ou plusieurs experts.

Ce nombre est porté à 1,5 équivalents temps plein/an pour les Vice-Présidents et à 2 équivalents temps plein/an, pour le Ministre-Président.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires de chaque cabinet, il peut être procédé à l'engagement d'étudiants à raison de maximum 1 équivalent temps plein/an pendant les périodes autorisées en fonction de la réglementation applicable. La rémunération des étudiants est fixée :

- à € 13.257,38 pour les titulaires, lors de leur entrée en fonction, du certificat d'enseignement secondaire inférieur ou d'un diplôme assimilé;
- à € 13.668,39 pour les titulaires, lors de leur entrée en fonction, du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un diplôme assimilé.

Le nombre d'étudiants pouvant bénéficier d'un montant de rémunération de € 13.668,39 est limité à 50 % maximum du nombre total des étudiants pouvant être recrutés durant la période de référence.

Art. 5. § 1^{er}. Le secrétaire du Gouvernement est nommé par le Gouvernement avec rang de Chef de cabinet dans l'hypothèse où la fonction n'est pas exercée par un des Chefs de cabinet du Ministre-Président.

§ 2. Il est assisté dans ses missions de 4 membres du personnel désignés par le Ministre-Président, dont :

- 2 membres de niveau 1;
- 2 collaborateurs de niveaux 2+, 2 ou 3.

§ 3. Un protocole d'accord définit la centralisation des activités et les synergies en termes de fonctionnement et d'organisation avec le service du Secrétaire du Gouvernement de Région wallonne.

Art. 6. § 1^{er}. Les missions communes à tous les secrétariats de cabinets sont mutualisées et confiées à une cellule spécifique dénommée « Secrétariat pour l'Aide à la Gestion et au Contrôle internes des cabinets » (SePAC).

Ces missions sont spécifiées dans la circulaire visée à l'article 1^{er}, § 3.

Elle fonctionne de manière autonome des cabinets ministériels et est placée sous l'autorité fonctionnelle du Ministre-Président.

§ 2. Le SePAC est composé de 6 membres du personnel nommés par le Gouvernement de la Communauté française, dont :

- 2 membres de niveau 1;
- 4 collaborateurs de niveaux 2+, 2, 3.

Dans les limites des crédits budgétaires alloués au SePAC, sur proposition du Ministre-Président, le Gouvernement peut désigner, en dehors du cadre autorisé, un maximum de 0,5 équivalent temps plein/an, réparti sur un ou plusieurs experts pour des missions ponctuelles ou spécifiques.

Un comptable ordinaire et un comptable extraordinaire sont désignés parmi le personnel visé au présent article. Les allocations et indemnités dont ils bénéficient sont identiques à celles allouées aux membres du personnel des cabinets exerçant des fonctions analogues.

§ 3. Un protocole d'accord définit la centralisation des activités à Namur et les synergies en termes de fonctionnement et d'organisation avec la cellule spécifique dénommée « Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des cabinets » (SePAC) du Gouvernement de la Région wallonne.

Art. 7. Il ne peut être dérogé aux articles 3, 4, 5 et 6, sauf accord du Gouvernement.

Section 4. — Nominations et fonctionnement

Art. 8. Le Chef de cabinet est nommé et démissionné par le Gouvernement. Les autres membres du personnel du cabinet sont nommés et démissionnés par le Ministre concerné.

Art. 9. Les instructions, ordres de services et dossiers concernant les Services du Gouvernement, qui relèvent des attributions du Ministre, sont communiqués par le Chef de cabinet.

A l'exception du secrétaire de cabinet ou de l'ordonnateur délégué pour l'exercice de leurs compétences fonctionnelles, les membres du personnel du cabinet ne peuvent traiter avec les Services du Gouvernement que par l'intermédiaire du Chef de cabinet ou avec son autorisation.

Section 5. — Allocations et indemnités

Art. 10. Il est alloué aux membres du personnel des cabinets qui ne font pas partie du personnel des Services du Gouvernement, ou plus généralement de tout service public, une allocation de cabinet tenant lieu de traitement.

L'allocation tenant lieu de traitement est fixée :

- pour les Chefs de cabinet, à un montant compris entre € 46.910,59 et € 66.115,99;
- pour les membres de niveau 1 à un montant compris entre € 21.112,38 et € 56.517,16;
- pour les collaborateurs et le personnel de nettoyage, à un montant compris entre € 13.257,38 et € 39.981,53;
- pour les experts, à un montant compris entre € 13.257,38 et € 66.115,99.

Art. 11. § 1^{er}. Il est accordé aux membres du personnel des Services du Gouvernement ou plus généralement de tout service public, détachés dans les cabinets une allocation annuelle de cabinet.

L'allocation annuelle de cabinet est fixée :

- pour les Chefs de cabinet, à un montant de 8.507,09 euros;
- pour les membres de niveau 1 à un montant compris entre 3.402,84 euros et 6.465,39 euros;
- pour les collaborateurs à un montant compris entre 2.381,99 euros et 4.423,69 euros;

Par décision motivée, moyennant l'accord du Ministre-Président, dans les limites des crédits budgétaires alloués au cabinet, le Ministre peut majorer ces allocations.

§ 2. La rémunération ainsi que les chèques-repas des fonctionnaires et des agents contractuels détachés des Services du Gouvernement restent à charge de ceux-ci.

Art. 12. Par décision motivée, moyennant l'accord du Ministre-Président, dans les limites des crédits budgétaires alloués au cabinet, le Ministre peut majorer les allocations de cabinet tenant lieu de traitement et les allocations de cabinet visées aux articles 10 et 11.

Information des dérogations octroyées sera faite aux Vice-Présidents.

Art. 13. Peuvent être considérés comme membre de niveau 1 au sens du présent arrêté :

- les détenteurs d'un diplôme d'enseignement supérieur obtenu au terme d'un deuxième cycle d'étude;
- les détenteurs d'une expérience jugée équivalente par le Ministre pour pouvoir exercer les fonctions liées à la qualité de membre de niveau 1 au sein du cabinet.

Art. 14. Il est accordé aux chauffeurs des cabinets des Ministres :

- 1° une allocation forfaitaire mensuelle de 272,22 euros;
- 2° une indemnité forfaitaire d'un montant de 2.478,20 euros par an;
- 3° une indemnité forfaitaire mensuelle pour tenue vestimentaire soignée de 49,58 euros.

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à 476,38 euros pour le chauffeur personnel du Ministre, le supplément de 204,17 euros couvrant le surcroît de prestations extraordinaires auquel donnent lieu les déplacements du Ministre.

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à 374,30 euros pour le chauffeur du chef de cabinet, soit un supplément de 102,08 euros.

D'après les prestations accomplies, le Ministre modifie l'attribution de ces suppléments et en opère la répartition entre plusieurs chauffeurs du cabinet.

L'allocation de cabinet prévue à l'article 11 et l'indemnité pour frais de séjour prévue à l'article 17 du présent arrêté ne leur sont pas applicables.

Art. 15. Il est accordé au membre du personnel préposé à l'accueil du cabinet une indemnité forfaitaire mensuelle pour tenue vestimentaire soignée de 49,58 euros.

Art. 16. Les membres du personnel du cabinet bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation de fin d'année, de chèques-repas et de toute autre allocation et indemnité aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des Services du Gouvernement.

Section 6. — Frais divers, utilisation de voiture

Art. 17. § 1. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée aux membres du personnel des cabinets, en remplacement des chèques-repas.

Le montant de l'indemnité est fixé comme suit eu égard aux fonctions exercées dans le cabinet en qualité de :

- Chef de cabinet et Chef de cabinet adjoint : 1.812,45 euros;
- conseiller et secrétaire de cabinet : 1.585,98 euros;
- attaché, secrétaire particulier et comptable : 1.359,48 euros;
- collaborateurs : 906,33 euros.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être proratisée en cas de prestation à temps partiel.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas trente jours calendrier.

§ 2. Les membres du personnel des services publics qui font partie d'un cabinet ministériel et qui ont leur domicile et leur résidence administrative en dehors du lieu d'implantation du cabinet peuvent bénéficier d'un abonnement sur un moyen de transport en commun ou, par dérogation, de sa contre-valeur financière moyennant, dans ce dernier cas, une autorisation particulière, délivrée par le Ministre concerné et mentionnant les motifs de la dérogation. La durée de l'abonnement est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois. La classe de l'abonnement est déterminée par la fonction que l'agent exerce au sein du cabinet. Cette mesure ne peut avoir pour effet de le ranger dans une classe d'abonnement inférieure à celle dont il bénéficie dans son administration d'origine.

§ 3. Les membres du personnel des cabinets ministériels peuvent, par dérogation, bénéficier d'une contre-valeur financière équivalente à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport en commun entre le domicile et le lieu de travail moyennant, dans ce cas, une autorisation particulière délivrée par le Ministre concerné et mentionnant les motifs de la dérogation.

Cette contre-valeur financière est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois.

Art. 18. § 1^{er}. Le Chef de cabinet est autorisé à utiliser son véhicule personnel pour ses déplacements de service dans les conditions prévues pour les membres du personnel des Services du Gouvernement.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires du cabinet, le Ministre fixe le contingent kilométrique individuel à octroyer annuellement aux autres membres du personnel de son cabinet qui peuvent être autorisés à utiliser leur véhicule à moteur personnel pour les besoins du service dans les conditions prévues pour les membres du personnel des Services du Gouvernement. Ce contingent ne peut toutefois dépasser 12 000 km par an par bénéficiaire. Le remboursement ne peut intervenir que sur présentation d'une déclaration de créance mensuelle appuyée des pièces justificatives attestant les déplacements effectués pour les besoins du service.

§ 3. Les modalités d'acquisition et d'utilisation des véhicules de fonction et de service sont réglées par la circulaire du Gouvernement de la Communauté française visée à l'article 1^{er}, § 3, du présent arrêté.

Art. 19. § 1^{er}. Les frais de téléphone, de télécopie et d'Internet du Ministre sont pris en charge par le budget du cabinet, sur la base de pièces justificatives.

§ 2. Les frais d'abonnement au réseau de téléphonie fixe et mobile, de télécopie et d'Internet et les frais de communication des membres du personnel du cabinet peuvent être portés à charge du cabinet.

§ 3. Les modalités d'intervention dans les frais de communications de téléphonie fixe ou mobile, de télécopie et d'Internet sont réglées par la circulaire du Gouvernement de la Communauté française visée à l'article 1^{er}, § 3, du présent arrêté.

Section 7. — Dispositions générales relatives aux allocations et indemnités

Art. 20. Les allocations et indemnités prévues aux articles 10, 11, 14, 15 et 17 sont payées mensuellement à terme échu. L'indemnité ou l'allocation du mois est égale à 1/12^e du montant annuel.

Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément aux conditions prévues pour le personnel des Services du Gouvernement.

Art. 21. Les allocations et indemnités prévues aux articles 10, 11, 14, 15, 16 et 17 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public : à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Art. 22. § 1^{er}. La situation pécuniaire des membres du personnel du cabinet qui, sans faire partie des Services du Gouvernement, appartiennent toutefois à un ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à une fondation d'utilité publique visée dans la loi du 27 juin 1921, à un organisme, un groupement ou à une association subventionnés par la Communauté française, à une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

- 1^o lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet, éventuellement majorée, prévue à l'article 11 ou l'allocation de cabinet visée à l'article 14; lorsque l'employeur réclame le traitement, le Ministre intéressé rembourse au service d'origine la rétribution du membre du personnel des cabinets, le pécule de vacances, l'allocation de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculés conformément aux dispositions applicables à ce membre dans son organisme d'origine, majorés, le cas échéant, des charges patronales;
- 2^o lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet tenant lieu de traitement prévue aux articles 10 et 14.

Cette allocation ne peut toutefois dépasser ni être inférieure à la rétribution, au sens large, augmentée de l'allocation de cabinet, éventuellement majorée, que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1^o lui seraient applicables.

§ 2. Le nombre des membres du personnel de cabinet dont le traitement reste à charge d'un organisme d'intérêt public, d'un établissement d'utilité publique ou d'une personne de droit public créé sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui relèvent des compétences de la Communauté française, est limité à 3 pour un Ministre, 4 pour un Vice-Président et 5 pour un Ministre-Président.

Section 8. — Régime juridique et autres dispositions statutaires

Art. 23. Le régime juridique des membres du personnel visés au présent arrêté est de type statutaire et la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail n'est pas d'application. Lorsqu'ils n'ont pas la qualité d'agents nommés à titre définitif, ils sont toutefois soumis au statut de sécurité sociale des membres du personnel contractuel de l'Etat.

Art. 24. Les dispositions réglementaires en matière de congés et absences des agents statutaires et contractuels des Services du Gouvernement de la Communauté française sont applicables aux membres du personnel des cabinets ministériels du Gouvernement, à l'exception :

- des congés exceptionnels octroyés pour accomplir un stage dans un autre service public;
- de la mise en disponibilité pour convenances personnelles;
- du congé pour mission;
- du congé pour interruption de la carrière professionnelle à l'exception du congé parental et des congés pour donner des soins palliatifs qui peuvent être octroyés pour une durée d'un mois, éventuellement renouvelables pour un mois;
- de la semaine volontaire de quatre jours;
- du départ anticipé à mi-temps,

qui ne sont pas applicables aux membres du personnel visés à l'article 10 et aux experts visés aux articles 4 et 6.

Section 9. — Fin de fonctions et indemnités de départ

Art. 25. § 1^{er}. Le Ministre peut accorder suivant les conditions reprises ci-après une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé une fonction dans un cabinet et qui ne bénéficient d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou encore d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le revenu d'intégration sociale accordé par un centre public d'action sociale ne sont pas considérés comme revenus de remplacement.

En ce qui concerne les Chefs de cabinet, l'indemnité forfaitaire de départ peut être octroyée par le Gouvernement.

§ 2.1. Cette allocation forfaitaire est accordée à concurrence de :

- un mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois accomplis;
- deux mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de six mois à douze mois accomplis;
- trois mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de douze mois à dix-huit mois accomplis;
- quatre mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de dix-huit mois à vingt-quatre mois accomplis;
- maximum cinq mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de vingt-quatre mois.

§ 2.2. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période d'activité ininterrompue visée au § 2.1 du présent article, le temps passé dans un cabinet ministériel autre que celui dont dépend le membre du personnel, pour autant qu'il n'y ait pas eu interruption des activités entre la fin et le début des fonctions au sein d'un cabinet ministériel.

§ 2.3. L'ordonnateur primaire ou son délégué est tenu de fournir, sans délai, au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des cabinets (SePAC) tous les éléments nécessaires relatifs au calcul de l'allocation forfaitaire de départ pour chaque bénéficiaire.

§ 3. L'allocation de départ est octroyée par mensualités. Sans préjudice du § 1^{er}, la condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve dans l'une des conditions prévues au § 4.

§ 4. En dérogation au § 1^{er}, le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans un cabinet dont les seuls revenus sont constitués de la rémunération liée à l'exercice, depuis au moins trois mois avant la fin de fonctions au cabinet, d'un mandat de bourgmestre, d'échevin ou de président de centre public d'action sociale ou qui, soit sont titulaires exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions partielles dans le secteur privé ou dans un service relevant d'un pouvoir législatif, un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit bénéficient d'allocations de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité. L'allocation de départ est alors fixée conformément au § 2.1 et est diminuée, après pondération, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante en rétribution de fonctions incomplètes dans le secteur public ou privé ou à titre de pension selon que le montant de l'allocation forfaitaire de départ se rapporte à l'exercice d'une prestation à temps plein ou à temps partiel au sein d'un cabinet et, de toute manière, des revenus procurés par une allocation de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

§ 5. Le montant mensuel brut de l'allocation forfaitaire de départ est le montant mensuel brut indexé de l'allocation de cabinet tenant lieu de traitement, en ce compris le montant de la majoration dont elle aurait éventuellement fait l'objet et, s'il échet augmentée des allocations forfaitaires mensuelles dont question à l'article 14, de l'allocation de foyer ou de résidence, relatif au dernier mois d'activité que la personne concernée a exercée pendant au moins trois mois, pondéré en fonction du régime des prestations du bénéficiaire entrant en ligne de compte pour le calcul de ladite allocation de cabinet.

§ 6. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré ou dont il est mis fin aux fonctions pour faute grave.

Art. 26. § 1^{er}. A la fin de leur désignation, les membres du personnel du cabinet détachés des Services du Gouvernement ou plus généralement de tout service public, ou dont le contrat a été suspendu dans leur statut d'origine, qui quittent le cabinet, bénéficient d'un congé de fin de cabinet fixé à concurrence d'un jour ouvrable par mois de détachement proratisée en cas de prestation à temps partiel avec un minimum de trois jours ouvrables et un maximum de quinze jours ouvrables. Il est octroyé par l'autorité fonctionnelle dont relèvent ces derniers sur sollicitation du Ministre qui leur a accordé démission de leurs fonctions.

§ 2. Si par suite des nécessités du service, ils n'ont pu prendre tout ou partie de leur congé annuel de vacances avant la cessation définitive de leur fonction, il est octroyé aux experts visés aux articles 4 et 6 qui n'exercent pas leurs fonctions en cumul avec une autre activité professionnelle et, aux membres du personnel des cabinets visés à l'article 10, qui ne bénéficient pas de l'allocation forfaitaire de départ prévue à l'article 25, une allocation compensatoire dont le montant est égal à leur dernier traitement afférent aux jours de congés non pris.

Pour l'application du présent paragraphe, le traitement à prendre en considération est celui qui est dû pour des prestations complètes en ce compris éventuellement l'allocation de foyer ou de résidence ainsi que, s'il échet, le montant de la majoration de l'allocation de cabinet tenant lieu de traitement ou les allocations forfaitaires mensuelles visées à l'article 14 du présent arrêté.

§ 3. Les dossiers individuels des membres du personnel quittant les cabinets sont transférés au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des cabinets visé à l'article 6 du présent arrêté, lequel est chargé d'en assurer le suivi auprès de l'administration. Par dossier individuel, il faut entendre tous les documents relatifs aux actes pris en exécution de la gestion administrative et pécuniaire du membre du personnel du cabinet.

Section 10. — Fin de cabinet

Art. 27. § 1^{er}. Il est créé auprès du cabinet du Ministre-Président une cellule comptant 2 membres du personnel, dont un exerçant au maximum les fonctions de conseiller et un collaborateur par membre sortant du Gouvernement qui n'exerce plus de fonctions ministérielles, pour une période prenant cours à la date de sa démission, calculée au prorata de la durée du mandat ministériel exercé par l'intéressé, sans pouvoir être inférieure à un an et supérieure à cinq ans. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période l'exercice ininterrompu de mandats ministériels au sein d'un ou plusieurs Gouvernements.

§ 2. La répartition des fonctions fixées au § 1^{er} ne peut être modifiée que moyennant l'accord du Ministre-Président, sans que le nombre maximum calculé en équivalent temps plein et le niveau des agents puissent être dépassés.

Information des dérogations octroyées sera faite aux Vice-Présidents.

§ 3. Si le membre du Gouvernement sortant est également membre du Gouvernement de la Région wallonne ou la Région de Bruxelles-Capitale, le nombre maximum de personnes composant la cellule ne pourra excéder le nombre visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 28. § 1^{er}. A l'occasion d'un changement de législature ou d'un remaniement ministériel, dans le souci d'assurer une passation de pouvoirs harmonieuse, une cellule composée comme suit est maintenue en service dans chacun des cabinets ministériels jusqu'à la remise de l'inventaire et la reddition des comptes :

- le secrétaire de cabinet et l'ordonnateur délégué;
- le comptable extraordinaire;
- le correspondant informatique et un collaborateur;
- un chauffeur.

§ 2. Les modalités de déclassement et de reprise-remise à établir entre les cabinets ministériels en fin de législature ou en cas de remaniement ministériel sont fixées par la circulaire du Gouvernement de la Communauté française visée à l'article 1^{er}, § 3, du présent arrêté.

§ 3. Les Services du Gouvernement de la Communauté française sont chargés de dresser l'état des lieux, en qualité de conseiller technique, et de surveiller les travaux à effectuer dans les locaux occupés par les cabinets ministériels.

Section 11. — Plafond global des moyens de subsistance

Art. 29. § 1^{er}. Le plafond global des moyens de subsistance afférents aux rémunérations du personnel du cabinet et autres frais liés au fonctionnement et aux investissements du cabinet est fixé à 58.140 euros an (indice 1,4859) par membre du personnel des cabinets visés aux articles 3 et 5 du présent arrêté. Ce plafond est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation et peut être adapté en fonction des évolutions barémiques du personnel des cabinets.

§ 2. L'achat de mobilier ainsi que l'inventaire des œuvres d'art sont réglés par la circulaire du Gouvernement de la Communauté française visée à l'article 1^{er}, § 3, du présent arrêté.

§ 3. Pour tout achat supérieur à 16.000 euros (hors T.V.A.), l'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre-Président est préalablement requis.

§ 4. L'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre-Président est préalablement requis avant toute souscription d'un crédit-bail avec levée d'option d'achat.

Section 12. — Contrôle

Art. 30. § 1. Préalablement à la finalisation de tous recrutements et détachements ou à toutes modifications administratives ou pécuniaires ultérieures, les cabinets enverront une copie des projets d'arrêtés au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des cabinets (SePAC), chargé de vérifier, endéans les trois jours ouvrables, la conformité du libellé conformément aux dispositions du présent arrêté et de s'assurer que les moyens budgétaires disponibles sur les allocations de base dédiées aux traitements et indemnités du cabinet sont suffisants pour permettre la prise en charge des dépenses y afférentes.

§ 2. Les cabinets concernés enverront, par la suite, une copie conforme de chaque arrêté dûment daté au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des cabinets (SePAC), qui sollicitera le visa du secrétaire du Gouvernement chargé du contrôle de la composition des cabinets ministériels. Celui-ci visera et estampillera les arrêtés et les retournera au SePAC qui, seulement après réception des arrêtés visés, pourra faire procéder à la liquidation des rémunérations par l'administration.

Section 13. — Dispositions finales

Art. 31. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 octobre 2006, tel que modifié relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française est abrogé.

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le 16 juillet 2009.

Art. 33. Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des Chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2769

[C — 2009/29403]

17 JULI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 december 1995 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 oktober 2006 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 juli 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 17 juli 2009;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de continuïteit van de werking van de Ministeriële Kabinetten van de Regering van de Franse Gemeenschap zonder verwijl dient te worden verzekerd;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Afdeling 1. — Bevoegdheden

Artikel 1. § 1. De bevoegdheden van de Kabinetten van de Ministers worden vastgesteld als volgt : de aangelegenheden die een invloed kunnen hebben op het algemeen beleid van de Regering of op de parlementaire werkzaamheden; de opzoeken en studies die het persoonlijk werk van de Ministers vergemakkelijken; de voorlegging van de dossiers van de administratie; eventueel het secretariaat van de minister, de behandeling van zijn persoonlijke briefwisseling; de verzoeken tot audiëntie; het persoverzicht.

§ 2. Het ministerieel kabinet pleegt ononderbroken overleg met de verantwoordelijken van de administratie, van de paracommunautaire instellingen en andere openbare instellingen, over de voorbereiding en de uitvoering van het beleid.

§ 3. Een omzendbrief van de Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt en harmoniseert de toe te passen richtlijnen, inzonderheid inzake beheer en werking van de ministeriële kabinetten.

§ 4. Een huishoudelijk reglement van toepassing op alle medewerkers van het ministerieel Kabinet bepaalt de werkingsregels.

Afdeling 2. — Samenwerking met de Regering van het Waalse Gewest

Art. 2. § 1. Met het oog op het optimaal beheer van de tot hun beschikking gestelde human resources, bepalen de ministers die gelijktijdig in de Regeringen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest zitting houden, de organisatie en de werkplek van de personeelsleden van hun kabinetten.

§ 2. Met het oog op de vermindering van de werkingskosten en op schaalvergroting, bepalen ze ook de voorwaarden voor de aanwending en verdeling van de logistieke middelen waarover ze beschikken.

§ 3. De begrotingslast van de logistieke middelen voortvloeiend uit de uitoefening van het ambt van een personeelslid wordt aangerekend op de kredieten voor de bestaansmiddelen van het kabinet dat belast wordt met de bezoldiging van dat personeelslid.

Afdeling 3. — Samenstelling

Art. 3. § 1. Het Kabinet van een Minister kan 41 personeelsleden tellen, 55,5 voor een Vice-President en 68,25 voor de Minister-President.

Het aantal personeelsleden van de kabinetten bedoeld in het eerste lid wordt automatisch verminderd met 5 leden indien het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap tevens lid is van de Regering van het Waalse Gewest of van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

De personeelsleden van het Kabinet van een Minister zijn :

- personeelsleden van niveau 1;
- medewerkers van de niveaus 2+, 2 en 3;

Onder de personeelsleden van niveau 1, kan het kabinet van een Minister een kabinetschef, en de kabinetten van de vice-presidenten en de Minister-President, twee kabinetschefs tellen.

De ambten van adjunct-kabinetschef, kabinetssecretaris, adviseur en attaché worden door de personeelsleden van niveau 1 uitgeoefend.

De ambten van bijzonder secretaris en buitengewoon boekhouder worden door de medewerkers of personeelsleden van niveau 1 uitgeoefend.

Het kabinet van een Minister kan hoogstens 5 chauffeurs tellen en de kabinetten van de vice-presidenten en de Minister-President kunnen hoogstens 6 chauffeurs tellen.

§ 2. Elke Minister kan een of meer personeelsleden van zijn kabinet overhevelen naar het kabinet van een andere Minister, met de daaraan verbonden begrotingsmiddelen. Een afschrift van het overhevelingsbesluit wordt meegedeeld aan de Minister-President en aan het Secretariaat voor steun voor het interne beheer en het interne toezicht op de kabinetten (SePAC) bedoeld in artikel 6 van dit besluit.

§ 3. Wanneer het onderhoud van alle lokalen van het kabinet niet wordt toevertrouwd aan een privé-firma, kunnen daarenboven, binnen de perken van de aan het kabinet toegekende begrotingskredieten, personen belast met de schoonmaak worden aangeworven buiten de toegelaten personeelsformatie, in verhouding tot één persoon voor tien lokalen.

§ 4. Een personeelslid van het kabinet kan worden tewerkgesteld op de persoonlijke woonplaats van de Minister.

Art. 4. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten van elk kabinet, kan er, buiten de toegelaten personeelsformatie, hoogstens 1 voltijds equivalent/jaar zijn, verdeeld over één of meer deskundigen.

Dat aantal wordt op 1,5 voltijds equivalent/jaar, voor de vice-presidenten, en op 2 voltijdse equivalenten/jaar, voor de Minister-President, gebracht.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten van elk kabinet, kunnen studenten worden aangeworven in verhouding tot hoogstens 1 voltijds equivalent/jaar gedurende de toegelaten perioden op grond van de toepasselijke regeling.

De bezoldiging van de studenten wordt vastgesteld :

- op € 13.257,38 voor de houders, bij hun indiensttreding, van het getuigschrift van het lager secundair onderwijs of een gelijkgesteld diploma;
- op € 13.668,39 voor de houders, bij hun indiensttreding, van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of een gelijkgesteld diploma.

Het aantal studenten die een bezoldigingsbedrag van € 13.668,39 kunnen genieten, wordt beperkt tot hoogstens 50 % van het totaal aantal studenten die gedurende de referentieperiode kunnen worden aangeworven.

Art. 5. § 1. De secretaris van de Regering wordt door de Regering in de rang van kabinetschef benoemd, indien het ambt niet door één van de kabinetschefs van de Minister-President wordt uitgeoefend.

§ 2. Bij de uitoefening van zijn opdrachten wordt hij bijgestaan door 4 personeelsleden die door de Minister-President worden aangewezen, onder wie :

- 2 leden van niveau 1;
- 2 medewerkers van de niveaus 2+, 2 of 3.

§ 3. Een akkoordprotocol bepaalt de centralisatie van de activiteiten en de samenwerkingsverbanden inzake werking en organisatie met de dienst van de Secretaris van de Regering van het Waalse Gewest.

Art. 6. § 1. De opdrachten die alle secretariaten van de kabinetten gemeen zijn, worden naar elkaar gericht en toevertrouwd aan een specifieke cel « Secretariaat voor steun voor het interne beheer en het interne toezicht op de kabinetten » (SePAC) genoemd.

Die opdrachten worden nader bepaald in de omzendbrief bedoeld in artikel 1, § 3.

Zij is onafhankelijk van de ministeriële kabinetten en wordt onder het functionele gezag van de Minister-President geplaatst.

§ 2. Het SePAC is samengesteld uit 6 personeelsleden die door de Regering van de Franse Gemeenschap worden benoemd, onder wie :

- 2 leden van niveau 1;
- 4 medewerkers van de niveaus 2+, 2, 3.

Binnen de perken van de begrotingskredieten die aan het SePAC worden toegekend, op de voordracht van de Minister-President, kan de Regering, buiten de toegelaten personeelsformatie, hoogstens 0,5 voltijds equivalent/jaar aanwijzen, verdeeld over één of meer deskundigen voor eenmalige of specifieke opdrachten.

Een gewone boekhouder en een buitengewone boekhouder worden uit het personeel bedoeld in dit artikel aangewezen. De toelagen en vergoedingen die ze genieten zijn dezelfde als deze die worden toegekend aan de personeelsleden van de kabinetten die gelijkaardige ambten uitoefenen.

§ 3. Een akkoordprotocol bepaalt de centralisatie van de activiteiten in Namen en de samenwerkingsverbanden inzake werking en organisatie met de specifieke cel, « Secretariaat voor steun voor het interne beheer en het interne toezicht op de kabinetten » (SePAC) genoemd, van de Regering van het Waalse Gewest.

Art. 7. Er mag niet van de artikelen 3, 4, 5 en 6 worden afgeweken, behoudens toelating van de Regering.

Afdeling 4. — Benoemingen en werking.

Art. 8. De Kabinetschef wordt benoemd en ontslagen door de Regering. De andere personeelsleden van het Kabinet worden door de betrokken Minister benoemd en ontslagen.

Art. 9. De Kabinetschef deelt de onderrichtingen, dienstorders en dossiers mee betreffende de Diensten van de Regering, waarvoor de Minister bevoegd is.

Met uitzondering van de Kabinetssecretaris of van de gedelegeerd ordonnateur voor de uitoefening van hun functionele bevoegdheden, kunnen de personeelsleden van het Kabinet enkel handelen met de Diensten van de Regering via de Kabinetschef of met zijn toestemming.

Afdeling 5. — Toelagen en vergoedingen

Art. 10. Er wordt aan de personeelsleden van de kabinetten die geen deel uitmaken van het personeel van de Diensten van de Franse Gemeenschap, of meer in het algemeen, van elke overheidsdienst, een Kabinetstoelage toegekend die als wedde geldt.

De als wedde geldende toelage wordt vastgesteld als volgt :

- voor de kabinetschefs, een bedrag tussen € 46.910,59 en € 66.115,99 ;
- voor de leden van niveau 1, een bedrag tussen € 21.112,38 en € 56.517,16;
- voor de medewerkers en het schoonmaakpersoneel, een bedrag tussen € 13.257,38 en € 39.981,53;
- voor de deskundigen, een bedrag tussen € 13.257,38 en € 66.115,99.

Art. 11. § 1. Er wordt aan de personeelsleden van de Diensten van de Regering, of, meer in het algemeen, van elke overheidsdienst, die in kabinetten gedetacheerd zijn, een jaarlijkse kabinetstoelage toegekend.

De jaarlijkse kabinetstoelage wordt vastgesteld als volgt :

- voor de Kabinetschefs, een bedrag van 8.507,09 euro;
- voor de leden van niveau 1, een bedrag tussen 3.402,84 euro en 6.465,39 euro;
- voor de medewerkers, een bedrag tussen 2.381,99 euro en 4.423,69 euro.

Bij een met redenen omklede beslissing, mits toestemming van de Minister-President, binnen de perken van de aan het kabinet toegekende begrotingskredieten, kan de Minister die toelagen verhogen.

§ 2. De bezoldiging alsook de maaltijdcheques van de ambtenaren en de gesubsidieerde contractuelen die van de Diensten van de Regering gedetacheerd zijn, blijven ten laste van deze.

Art. 12. Bij een met redenen omklede beslissing, mits de toestemming van de Minister-President, binnen de aan de kabinetten toegekende begrotingskredieten, kan de Minister de als wedde geldende kabinetstoelagen en de kabinetstoelagen bedoeld in de artikelen 10 en 11 verhogen.

De Vice-Presidenten zullen op de hoogte worden gebracht van de toegekende afwijkingen.

Art. 13. Als personeelslid van niveau 1 in de zin van dit besluit kunnen worden beschouwd :

- de houders van een diploma van het hoger onderwijs verkregen op het einde van een tweede studiecycclus;
- de personen die een ervaring hebben die door de Minister als gelijkwaardig wordt beschouwd om de ambten uit te oefenen in verband met de kwaliteit van personeelslid van niveau 1 binnen het kabinet.

Art. 14. Er wordt aan de chauffeurs van de kabinetten van de ministers de volgende toelagen en vergoedingen toegekend :

- 1° een vaste maandtoelage van 272,22 euro;
- 2° een vaste vergoeding ten bedrage van 2.478,20 euro per jaar;
- 3° een vaste maandvergoeding voor verzorgde kleding ten bedrage van 49,58 euro.

De vaste maandtoelage wordt op 476,38 euro vastgesteld voor de persoonlijke chauffeur van de minister, waarbij het supplement van 204,17 euro de bijkomende prestaties voortvloeiend uit de reizen van de minister dekt.

De vaste maandtoelage wordt op 374,30 euro gebracht voor de chauffeur van de kabinetschef, dit is een supplement van 102,08 euro.

Naargelang van de verrichte prestaties, wijzigt de minister de toekenning van die supplementen en verricht er de verdeling van over verschillende chauffeurs van het kabinet.

De kabinetstoelage bedoeld in artikel 11 en de vergoeding wegens verblijfskosten bedoeld in artikel 17 van dit besluit zijn niet op hen van toepassing.

Art. 15. Er wordt aan het personeelslid dat aangesteld is voor het onthaal in het kabinet een vaste maandtoelage voor verzorgde kleding ten bedrage van 49,58 euro toegekend.

Art. 16. De personeelsleden van het kabinet genieten de gezinsbijslag, de geboortetoelage, de haard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage, maaltijdcheques en elke andere toelage en vergoeding volgens de cijfers en voorwaarden bepaald voor het personeel van de Diensten van de Regering.

Afdeling 6. — Diverse kosten, gebruik van de wagen

Art. 17. § 1. Er kan een vaste jaarvergoeding wegens verblijfskosten worden toegekend aan de personeelsleden van de kabinetten, ter vervanging van de maaltijdcheques.

Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld als volgt gelet op de ambten die in het kabinet werden uitgeoefend als :

- kabinetschef en adjunct-kabinetschef : 1.812,45 euro;
- adviseur en kabinetssecretaris : 1.585,98 euro;
- attaché, bijzonder secretaris en boekhouder : 1.359,48 euro;
- medewerkers : 906,33 euro.

De vergoeding is voor elke maand op vervallen termijn verschuldigd en kan aangepast worden in verhouding tot een deeltijdse prestatie.

De vergoeding wordt behouden gedurende de afwezigheden van niet meer dan dertig kalenderdagen.

§ 2. De personeelsleden van de overheidsdiensten die deel uitmaken van een ministerieel kabinet en die hun woonplaats en hun administratieve standplaats buiten de vestigingsplaats van het kabinet hebben, kunnen een abonnement op een gemeenschappelijk vervoermiddel genieten of, bij wijze van afwijking, van de financiële tegenwaarde ervan, mits, in dit laatste geval, een bijzondere toelating die door de betrokken Minister wordt uitgereikt en die de redenen voor de afwijking vermeldt. De duur van het abonnement wordt tot één maand beperkt en moet van maand tot maand worden verlengd. De abonnementsklasse wordt bepaald door het ambt dat de ambtenaar binnen het kabinet uitoefent. Die maatregel kan niet als gevolg hebben dat het wordt gerangschikt in een abonnementsklasse die lager is dan deze die hij geniet in de administratie waarvan hij afkomstig is.

§ 3. De personeelsleden van de ministeriële kabinetten kunnen, bij wijze van afwijking, een financiële tegenwaarde genieten die gelijk is aan de tegemoetkoming van de werkgever in de kosten voor het gemeenschappelijk vervoermiddel tussen de woonplaats en de werkplek, mits, in dat geval, een bijzondere toelating die door de betrokken Minister wordt uitgereikt en die de redenen voor de afwijking vermeldt.

Die financiële tegenwaarde wordt tot één maand beperkt en moet van maand tot maand worden verlengd.

Art. 18. § 1. De Kabinetschef wordt ertoe gemachtigd zijn persoonlijke voertuig voor zijn dienstreizen te gebruiken in de voorwaarden bepaald voor de personeelsleden van de Diensten van de Regering.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten, stelt de Minister het kilometercontingent vast dat individueel jaarlijks kan worden toegekend aan de andere personeelsleden van zijn kabinet die hun eigen motorvoertuig mogen gebruiken voor de dienstbehoeften in de voorwaarden bepaald voor de personeelsleden van de Diensten van de Regering. Dat contingent kan echter niet hoger zijn dan 12 000 km per jaar voor elke begunstigde.

De terugbetaling kan uitsluitend geschieden op de voordracht van een maandelijkse vergoedingsaanvraag, gestaafd door de bewijsstukken die het bewijs leveren van de reizen die voor de behoeften van de dienst worden verricht.

§ 3. De nadere regels voor de aanschaffing en het gebruik van de dienstwagens en de ambtswagens worden geregeld door de omzendbrief van de Regering van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 1, § 3, van dit besluit.

Art. 19. § 1. De telefoon-, telekopie- en internetkosten van de Minister worden in de begroting van het kabinet opgenomen, op grond van verantwoordingsstukken.

§ 2. De kosten voor abonnement op het netwerk voor vaste en mobiele telefonie, telekopie en Internet alsmede de communicatiekosten van de personeelsleden van het kabinet kunnen door het kabinet worden betaald.

§ 3. De nadere regels voor de tegemoetkoming in de communicatiekosten voor de vaste en mobiele telefonie, telekopie- en Internetkosten worden geregeld door de omzendbrief van de Regering van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 1, § 3, van dit besluit.

Afdeling 7. — Algemene bepalingen betreffende de toelagen en vergoedingen

Art. 20. De vergoedingen en toelagen bepaald in de artikelen 10, 11, 14, 15 en 17 worden maandelijks op vervallen termijn uitbetaald. De vergoeding of toelage van de maand is gelijk aan 1/12e van het jaarbedrag.

Wanneer de vergoeding of de toelage van de maand niet in haar geheel is verschuldigd, wordt ze in dertigsten uitbetaald overeenkomstig de regels bepaald voor het personeel van de Diensten van de Regering.

Art. 21. De toelagen en vergoedingen bepaald in de artikelen 10, 11, 14, 15 en 17 zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Daartoe worden ze verbonden aan het indexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

Art. 22. § 1. De geldelijke toestand van de personeelsleden van het kabinet die geen deel uitmaken van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, maar die behoren tot een Ministerie, een dienst van de Staat, een andere overheidsdienst, een overheidsbedrijf bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een instelling van openbaar nut, een stichting van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, een instelling, een groepering of een vereniging die door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd wordt, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, of tot een gesubsidieerde onderwijsinstelling, wordt geregeld als volgt :

- 1° wanneer de werkgever aanvaardt de bezoldiging verder te blijven uitbetalen, ontvangt de betrokkene de - eventueel verhoogde - kabinetstoelage bepaald in artikel 11, of de kabinetstoelage bedoeld in artikel 14; wanneer de werkgever de bezoldiging eist, betaalt de betrokken Minister aan de dienst waarvan hij afkomstig is de bezoldiging van het personeelslid van de kabinetten, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage en vergoeding terug die berekend worden overeenkomstig de bepalingen die op dat personeelslid toepasselijk zijn in zijn oorspronkelijke instelling, in voorkomend geval verhoogd met de werkgeverslasten;
- 2° wanneer de werkgever de uitbetaling van de bezoldiging schorst, ontvangt de betrokkene de als wedde geldende kabinetstoelage bedoeld in de artikelen 10 en 14.

Die toelage kan echter niet hoger of lager zijn dan de bezoldiging, in de brede betekenis van het woord, vermeerderd met de - eventueel verhoogde - kabinetstoelage, die de betrokkene zou verkrijgen ingeval de onder 1° vermelde bepalingen op hem van toepassing zouden zijn.

§ 2. Het aantal personeelsleden van een kabinet wier bezoldiging ten laste blijft van een instelling van openbaar nut, een inrichting van openbaar nut of een publiekrechtelijke rechtspersoon, opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, die behoren tot de bevoegdheid van het Waalse Gewest, wordt beperkt tot 3 voor een Minister, 4 voor een Vice-President en 5 voor een Minister-President.

Afdeling 8. — Rechtspositie en andere statutaire bepalingen

Art. 23. De rechtspositie van de personeelsleden bedoeld in dit besluit is van het statutaire type en de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten is niet van toepassing. Ze zijn echter onderworpen aan de regeling inzake sociale zekerheid van de contractuele personeelsleden van de Staat, als ze de hoedanigheid van ambtenaar niet hebben.

Art. 24. De verordeningsbepalingen inzake verlof en afwezigheden van de statutaire en contractuele personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap zijn toepasselijk op de personeelsleden van de ministeriële kabinetten van de Regering, met uitzondering van :

- de uitzonderlijke verloven toegekend om een stage in een andere overheidsdienst te verrichten;
- de indisponibiliteitstelling wegens persoonlijke aangelegenheden;
- het verlof wegens opdracht;
- het verlof wegens onderbreking van de beroepsloopbaan, met uitzondering van de verloven om een palliatieve verzorging te verlenen die kunnen worden toegekend voor een periode van één maand, eventueel voor één maand vernieuwbaar;
- de vrijwillige vierdagenweek;
- het vroegtijdig halftijds ontslag,

die niet van toepassing zijn op de personeelsleden bedoeld in artikel 10 en op de deskundigen bedoeld in de artikelen 4 en 6.

Afdeling 9. — Einde van het ambt en vertrekvergoedingen

Art. 25. § 1. De Minister kan, volgens de hierna bepaalde voorwaarden, een vaste vertrektoelage toekennen aan de personen die een ambt in een kabinet hebben bekleed en die geen beroepsinkomen, vervangingsinkomen of rustpensioen ontvangen. Een overlevingspensioen of het bestaansminimum dat door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt toegekend, wordt niet als vervangingsinkomen beschouwd.

Voor de Kabinetschefs kan de vertrekvergoeding door de Regering worden toegekend.

§ 2. 1. Die vaste toelage wordt toegekend ten belope van :

- één maand toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot en met zes maanden;
- twee maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan zes tot en met twaalf maanden;
- drie maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan twaalf tot en met achttien maanden;
- vier maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan achttien tot en met vierentwintig maanden;
- hoogstens vijf maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan vierentwintig maanden.

§ 2. 2. Voor de bepaling van de ononderbroken activiteitsperiode bedoeld in § 2.1 van dit artikel, komt in aanmerking, de tijd doorgebracht in een ander ministerieel kabinet dan het kabinet waaronder het personeelslid ressorteert, voor zover er geen activiteitsonderbreking plaatsvond tussen het begin en het einde van de ambtsuitoefening binnen een ministerieel kabinet.

§ 2. 3. De oorspronkelijke ordonnateur of zijn afgevaardigde wordt ertoe gehouden, zonder verwijl, alle gegevens aan het Secretariaat voor steun voor het interne beheer en het interne toezicht op de kabinetten (SePAC) mee te delen die noodzakelijk zijn voor de berekening van de vaste vertrektoelage voor elke begunstigde.

§ 3. De vertrektoelage wordt per maand uitbetaald. Onverminderd § 1, om de vertrektoelage te bekomen, dient de betrokkene maandelijks een verklaring op erewoord af te leggen, waaruit blijkt dat hij voor de bedoelde periode geen beroepsactiviteit heeft uitgeoefend, of dat hij voldoet aan één van de in § 4 bedoelde voorwaarden.

§ 4. In afwijking van § 1, kan de Minister een vaste vertrektoelage toekennen aan de personen die een ambt in een kabinet hebben uitgeoefend waarvan de enige inkomsten bestaan in de bezoldiging verbonden aan de uitoefening, sedert ten minste drie maanden vóór het einde van de ambtsuitoefening op het kabinet, van een mandaat van burgemeester, schepen of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, of die, ofwel uitsluitend titularis zijn van één of meer deelambten in de privésector of in een dienst die onder de wetgevende macht ressorteert, in een overheidsdienst of in een inrichting voor gesubsidieerd onderwijs, of van één of meer pensioenen ten laste van de Schatkist, die betrekking hebben op één of meer onvolledige loopbanen, ofwel werkloosheidsuitkeringen of wettelijke vergoedingen voor ziekte of invaliditeit of voor moederschapsrust genieten. De vertrektoelage wordt dan overeenkomstig § 2.1 vastgesteld en wordt, na weging, verminderd met de totale som die aan de betrokkene verschuldigd is voor de overeenstemmende periode voor de bezoldiging van onvolledige ambten in de openbare sector of privé-sector of als pensioen naargelang het bedrag van de vaste vertrektoelage betrekking heeft op de uitoefening van een voltijdse of deeltijdse prestatie binnen een kabinet en, in ieder geval, met de inkomsten voortvloeiend uit een werkloosheidsuitkering of wettelijke vergoeding voor ziekte-invaliditeit of voor moederschapsrust.

§ 5. Het bruto maandbedrag van de vaste vertrektoelage is het geïndexeerd brutomaandbedrag van de kabinetstoelage die als wedde geldt, met inbegrip van het bedrag van de vermeerdering die eventueel zou zijn toegepast en, in voorkomend geval, vermeerderd met de vaste maandtoelagen bedoeld in artikel 14, met de haard- of standplaatstoelage, betreffende de laatste activiteitswedde die de betrokken persoon heeft uitgeoefend gedurende ten minste drie maanden, gewogen op grond van de regeling voor de prestaties van de begunstigde die in aanmerking komen voor de berekening van die kabinetstoelage.

§ 6. Geen vertrektoelage is verschuldigd voor de personen die hun ambt vrijwillig neerleggen of die wegens dringende redenen ontslagen worden.

Art. 26. § 1. Op het einde van hun aanstelling, genieten de personeelsleden van het kabinet die gedetacheerd zijn van de Diensten van de Regering of in het algemeen van elke overheidsdienst, of wier overeenkomst in hun oorspronkelijke statuut werd geschorst, die het kabinet verlaten, een verlof voor het einde van het kabinet dat wordt vastgesteld ten belope van één werkdag per maand detachering, gewijzigd in verhouding tot een deeltijdse prestatie, met een minimum van drie werkdagen en een maximum van vijftien werkdagen, toe te kennen door de functionele overheid waaronder deze ressorteren door toedoen van de Minister die hun ontslag uit hun ambt heeft toegekend.

§ 2. Indien zij, als gevolg van de behoeften van de dienst, niet het geheel of een deel van hun jaarlijks vakantieverlof hebben kunnen nemen vóór de definitieve ambtsneerlegging, wordt aan de deskundigen bedoeld in de artikelen 4 en 6 van dit besluit die de uitoefening van hun ambt niet cumuleren met een andere beroepsactiviteit, en aan de personeelsleden van de kabinetten bedoeld in artikel 10 die de vaste vertrektoelage bedoeld in artikel 25 niet genieten, een compenserende toelage toegekend waarvan het bedrag gelijk is aan hun laatste wedde in verband met de niet genomen verlofdagen.

Voor de toepassing van deze paragraaf is de wedde die in aanmerking te nemen is, deze die verschuldigd is voor volledige prestaties, eventueel met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage alsook, in voorkomend geval, het bedrag van de vermeerdering van de kabinetstoelage die als wedde geldt of de vaste maandtoelagen bedoeld in artikel 14 van dit besluit.

§ 3. De individuele dossiers van de personeelsleden die de kabinetten verlaten, worden overgezonden naar het Secretariaat voor steun voor het interne beheer en het interne toezicht op de kabinetten (SePAC) bedoeld in artikel 6 van dit besluit, dat belast wordt met het opvolgen ervan bij de administratie.

Onder individueel dossier wordt verstaan, alle documenten met betrekking tot de akten die worden genomen ter uitvoering van het administratief en geldelijk beheer van het personeelslid van het kabinet.

Afdeling 10. — Einde van het kabinet

Art. 27. § 1. Bij het kabinet van de Minister-President wordt een cel opgericht die samengesteld uit 2 personeelsleden, onder wie één hoogstens het ambt van adviseur uitoefent, en één medewerker voor elk uittreidend lid van de Regering dat geen ministerieel ambt meer uitoefent, voor een periode die ingaat op de datum van diens ontslag, berekend in verhouding tot de duur van het ministerieel mandaat dat door de betrokkene wordt uitgeoefend, waarbij ze niet korter dan één jaar en langer dan vijf jaar kan zijn. Voor de bepaling van de periode komt het ononderbroken uitoefenen van ministeriële mandaten binnen één of meer Regeringen in aanmerking.

§ 2. De verdeling van de ambten bepaald in § 1 kan alleen worden gewijzigd met de instemming van de Minister-President, waarbij het maximaantal, berekend in voltijdse equivalenten, en het niveau van de personeelsleden niet kunnen worden overschreden.

De Vice-Presidenten worden op de hoogte gebracht van de toegekende afwijkingen.

§ 3. Als het uittredend lid van de Regering ook lid is van de Regering van het Waalse Gewest of van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, kan het maximumaantal personen waaruit de cel bestaat niet hoger zijn dan het aantal bedoeld in het eerste lid.

Art. 28. § 1. Naar aanleiding van een verandering van legislatuur of van de vervanging van één of meer Minister(s), met het oog op een harmonieuze machtsoverdracht, kan een cel samengesteld als volgt blijven werken in elk van de ministeriële kabinetten totdat de inventaris wordt opgemaakt en de rekeningen worden afgelegd :

- de kabinetssecretaris of de afgevaardigde ordonnateur;
- de buitengewoon boekhouder;
- de informatica-correspondent of een medewerker;
- een chauffeur.

§ 2. De nadere regels voor de declassering en de terugname-teruggave, te bepalen onder de ministeriële kabinetten op het einde van een legislatuur, of bij de vervanging van één of meer Minister(s), worden vastgesteld via een omzendbrief van de Regering van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 1, § 3, van dit besluit.

§ 3. De Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap worden belast met het opstellen, als technisch adviseur, van de plaatsbeschrijving, en met de controle op de werken die uitgevoerd moeten worden in de lokalen bezet door de ministeriële kabinetten.

Afdeling 11. — Globaal maximumbedrag van de bestaansmiddelen

Art. 29. § 1. Het globaal maximumbedrag van de bestaansmiddelen in verband met de bezoldigingen van het personeel van het kabinet en andere kosten verbonden aan de werking en de investeringen van het kabinet wordt vastgesteld op 58.140 euro per jaar (index 1,4859) per personeelslid van de kabinetten bedoeld bij de artikelen 3 en 5 van dit besluit. Dat maximumbedrag is gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen en kan aangepast worden in functie van de evolutie van de barema's van het kabinetspersoneel.

§ 2. De aankoop van meubelen alsook de inventaris van de kunstwerken worden geregeld via de omzendbrief van de Regering van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 1 § 3 van dit besluit.

§ 3. Voor elke aankoop boven 16.000 euro (BTW niet inbegrepen), wordt het advies van de Inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Minister-President voorafgaandelijk vereist.

§ 4. Het advies van de Inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Minister-President wordt voorafgaandelijk vereist vóór elke inschrijving op een leasing, met uitoefening van de koopoptie.

Afdeling 12. — Toezicht

Art. 30. § 1. Vóór de finalisering van alle wervingen en detacheringen of vóór alle latere administratieve of geldelijke wijzigingen, zenden de kabinetten een afschrift van de ontwerpen van besluiten aan het Secretariaat voor steun voor het interne beheer en het interne toezicht op de kabinetten (SePAC), dat ermee belast wordt, binnen de drie werkdagen, de overeenstemming van de tekst met de bepalingen van dit besluit na te kijken en zich ervan te vergewissen dat de begrotingsmiddelen die beschikbaar zijn op de basisallocaties die voor de wedden en vergoedingen van het kabinet bestemd zijn, voldoende zijn om de tenlasteneming van de uitgaven in verband daarmee mogelijk te maken.

§ 2. De betrokken kabinetten zenden vervolgens een voor eensluidend verklaard afschrift van elk behoorlijk gedateerd besluit aan het Secretariaat voor steun voor het interne beheer en het interne toezicht op de kabinetten (SePAC), dat het visum zal aanvragen van de secretaris van de Regering belast met het toezicht op de samenstelling van de ministeriële kabinetten. Deze zal de besluiten viseren en afstempelen en zal die naar het SePAC terugzenden, dat, pas na ontvangst van de geviseerde besluiten, de bezoldigingen door de administratie zal kunnen laten uitbetalen.

Afdeling 13. — Slotbepalingen

Art. 31. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 oktober 2006 betreffende de kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 32. Dit besluit treedt in werking op 16 juli 2009.

Art. 33. De Ministers worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET